

Mise à jour sur les opérations du HCR dans la région Asie et Pacifique

A. Analyse de la situation, y compris les nouveaux développements

La région Asie-Pacifique abrite 13,3 millions de personnes relevant de la compétence du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), dont 6,6 millions de réfugiés, 215 000 demandeurs d'asile et 6600 réfugiés de retour ; 4,6 millions de déplacés internes et 434 700 déplacés internes de retour ; et 2,4 millions d'apatrides. En 2022, ce chiffre a fortement augmenté à cause des 2,6 millions d'Afghans recensés par la République islamique d'Iran, dont plus d'1 million arrivés depuis 2021. L'Iran (République islamique d') a étendu ses politiques éducative et de santé inclusives aux Afghans se trouvant dans le pays. Aujourd'hui, celui-ci compte 3,4 millions de réfugiés et de personnes se trouvant dans une situation analogue à celle de réfugiés¹, faisant de lui le deuxième pays d'accueil au monde.

Malgré des conditions difficiles, la région continue aussi à assister au retour des déplacés internes, avec plus de 1,3 million de retours enregistrés par le HCR en Afghanistan depuis 2021. L'Organisation a continué à privilégier le travail permettant d'assurer l'existence de conditions propices au retour durable par une approche fondée sur des zones dans les régions de retour et de réintégration prioritaires, allié à une assistance individuelle aux personnes de retour. Fin 2022, une directive des autorités *de facto* interdisant au personnel de sexe féminin de travailler pour des organisations non gouvernementales a entravé les efforts visant à atteindre les femmes et les filles. Conformément aux recommandations du Comité permanent interorganisations, le HCR continue à plaider auprès de ces autorités pour qu'elles autorisent la participation de travailleuses humanitaires, afin d'assurer l'apport ininterrompu et non discriminatoire d'une assistance humanitaire aux femmes et aux filles.

Les solutions dans un pays tiers pour les réfugiés ont fortement augmenté en 2022, notamment par un renforcement des programmes de réinstallation pour les réfugiés les plus vulnérables vivant dans des situations prolongées dans les plus grands pays d'accueil de la région : le Bangladesh et les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan. En 2022, le HCR a soumis le dossier de plus de 21 000 réfugiés en vue de leur réinstallation, soit quatre fois plus qu'en 2021. Les voies complémentaires ont aussi contribué à fournir des solutions à plus de 5000 personnes dans la région.

La région a connu une augmentation spectaculaire des mouvements maritimes en 2022. Plus de 3500 Rohingya, dont la moitié de femmes et d'enfants, se sont embarqués pour un voyage périlleux en mer, en quête de protection, de regroupement familial et d'accès à des moyens d'existence. Ce chiffre représente une augmentation de 360 % par rapport à 2021. Près de 350 personnes auraient péri ou été portées disparues après que des bateaux en détresse ont été perdus en mer et n'ont pas pu être sauvés par certains États autour de la mer d'Andaman et du golfe du Bengale. Le HCR continue à plaider pour un débarquement sûr et prévisible, et pour un plus grand partage des responsabilités entre les États, notamment par l'activation du mécanisme consultatif du Processus de Bali.

Le changement climatique a exacerbé les déplacements induits par un conflit et transformé le paysage régional des risques de catastrophe, de nombreux pays ayant été frappés par de multiples catastrophes ces dernières années, comme les inondations, les sécheresses, les

¹ Personnes se trouvant dans une situation analogue à celle de réfugiés fait référence aux 2,6 millions d'Afghans recensés en Iran (République islamique d').

tremblements de terre, les typhons et les cyclones, et les invasions de sauterelles. L'analyse de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a révélé que dans tous les scénarios de changement climatique, la région sera la plus touchée par rapport aux moyennes mondiales. Le HCR fait de l'action climatique une priorité majeure dans la région, se mobilisant de manière stratégique sur les questions d'adaptation au changement climatique, de renforcement de la résilience et de réduction du risque de catastrophe.

Situation en Afghanistan

Quelque 3,2 millions d'Afghans sont toujours déplacés à l'intérieur à cause du conflit, environ 32 500 personnes ayant été nouvellement déplacées depuis avril 2022. Les déplacés internes ont continué à regagner leur région d'origine en grand nombre tout au long de l'année 2022. D'après des sources gouvernementales, il y a également eu plus de 1,6 million d'Afghans nouvellement arrivés dans les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan depuis 2021. De plus, en 2022, environ 6500 réfugiés afghans sont rentrés de leur plein gré en Afghanistan, principalement depuis le Pakistan.

Le HCR a intensifié ses opérations en Afghanistan l'an dernier au vu de l'étendue des besoins et de l'amélioration de l'accès humanitaire dans les 34 provinces du pays. L'Organisation a privilégié l'assistance vitale, la protection et les activités de recherche de solutions pour les déplacés internes, ainsi que les initiatives axées sur la résilience de la communauté, conformément à la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans et au Groupe de travail interorganisations sur les solutions durables nouvellement créé en Afghanistan. En 2022, le HCR a aidé 5,5 millions de personnes, par des interventions fondées sur la communauté (4,1 millions), une assistance en espèces (975 700) et un soutien psychosocial (41 000).

L'assistance pour les femmes et les filles afghanes a été renforcée par la fourniture d'un soutien psychosocial et d'un abri d'urgence, et par la création de centres communautaires et d'écoles. Le HCR a également renforcé les activités de développement de petites entreprises. Malgré ces efforts, en l'absence de personnel féminin chez les partenaires en mesure de dispenser physiquement l'aide humanitaire à cause des restrictions existant au moment de la rédaction du présent article, ces activités ainsi que la capacité du HCR à toucher les femmes et les filles les plus démunies ont été fortement compromises.

Le HCR et ses partenaires ont continué à consolider les acquis en matière de développement dans les 80 zones de retour et de réintégration prioritaires, où 3,2 millions d'Afghans ont bénéficié d'un meilleur accès à la santé, à l'éducation et aux moyens d'existence. Une réunion du Comité directeur quadripartite de la Stratégie de solutions pour les réfugiés, qui en est à sa dixième année d'existence et comprend l'Afghanistan, l'Iran (République islamique d') et le Pakistan, ainsi que le HCR, a été organisée par l'Iran (République islamique d') en décembre 2022. Le Comité a réaffirmé l'accent mis sur la protection et les solutions pour les millions d'Afghans déplacés, la priorité étant donnée à la création de conditions permettant le retour et la réintégration durables en Afghanistan. Dans ce contexte, le Groupe principal de la Plateforme d'appui de la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans, présidé par l'Union européenne, a continué à demander instamment à la communauté internationale de soutenir un partage équitable du fardeau et des responsabilités. Le Groupe principal a aidé à générer quelque 550 millions de dollars E.-U. de contributions depuis sa première réunion, en 2020.

Fin 2022, les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan accueillaient toujours respectivement 3,4 millions et 1,5 million de réfugiés afghans², en plus de 3 millions d'Afghans ayant un autre statut. L'inflation a atteint un record dans les deux pays, augmentant le coût des loyers et autres biens de première nécessité, situation qui, alliée au peu de moyens d'existence, a lourdement pesé sur la capacité des populations vulnérables à pouvoir acheter les articles de première nécessité et profiter des services élémentaires. Les catastrophes naturelles ont encore aggravé la situation, en particulier au Pakistan, où des

² Ce chiffre inclut les personnes se trouvant dans une situation analogue à celle de réfugiés.

inondations dévastatrices ont touché 33 millions de personnes, dont plus d'un demi-million de réfugiés afghans. L'apport d'une importante aide internationale supplémentaire pour les deux principaux pays d'accueil reste crucial pour garantir un espace de protection adéquat pour les Afghans.

Le plan de réponse régional pour les réfugiés 2022 dirigé par le HCR, qui couvre les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan, ainsi que l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, a aidé à fournir des soins de santé à plus de 527 000 Afghans, l'accès à l'éducation pour 230 000 enfants, une assistance en espèces pour 210 000 personnes, et l'accès à de l'eau salubre pour 786 000 personnes. En 2023, le plan vise à élargir sa base de partenariat afin de toucher les Afghans les plus vulnérables. Plus de 70 % des personnes ciblées cette année sont des femmes et des enfants.

Situation au Myanmar

La situation au Myanmar a généré 2,9 millions de personnes relevant de la compétence du HCR, dont 1,7 million de Rohingya qui sont apatrides et sont aussi souvent soit des réfugiés (1,1 million) soit des déplacés internes (153 000). En 2022, le déplacement à l'intérieur du Myanmar a continué à s'amplifier, le nombre total de déplacés internes dépassant l'estimation de 1,5 million. Depuis le coup d'état militaire de février 2021, on estime que 1,2 million de personnes ont été nouvellement déplacées dans le pays. En outre, quelque 76 600 réfugiés ont fui en Inde, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande, mais depuis, les 23 300 personnes qui selon les estimations étaient parvenues en Thaïlande sont rentrées au Myanmar.

L'accès progressif à certaines parties du Myanmar a permis au HCR et à ses partenaires de fournir un abri et des articles de secours essentiels aux 426 000 déplacés internes et autres personnes dans le besoin, et de mener des activités de protection. Face au nombre moins important des retours dans le nord-est du Myanmar, le HCR et ses partenaires ont mis en place des initiatives dirigées par la communauté qui favorisent la cohésion sociale et la recherche de solutions. Le HCR continue à plaider pour la levée des obstacles opérationnels à l'accès humanitaire.

Dans l'État de Rakhine, la reprise du conflit au cours du troisième trimestre 2022 a déclenché de nouveaux déplacements des communautés prises entre les factions adverses. La cessation des hostilités restant fragile, le HCR plaide pour des solutions durables et fondées sur des principes pour les déplacés internes dans l'État de Rakhine et au-delà. Malgré ces efforts, on estime que 600 000 Rohingya sont victimes de restrictions de mouvement, se heurtent à des difficultés pour obtenir des documents, et ont un accès limité aux moyens d'existence et aux services.

Une approche régionale globale vise à étendre les solutions pour les réfugiés rohingya et à fournir un appui aux pays d'accueil. Cette approche régionale se concentre sur la préservation du droit au retour et, comme l'ont affirmé des résolutions récentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies, sur la création de conditions propices à un rapatriement volontaire, sûr, digne et durable. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a réaffirmé qu'elle était prête à faciliter la mise en œuvre des accords pertinents, notamment du Mémoire d'accord tripartite entre le Myanmar, le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) et le HCR. Le PNUD et le HCR ont continué à mettre en œuvre des projets dirigés par la communauté dans l'État de Rakhine, où quelque 60 000 personnes ont déjà bénéficié de ces actions. Le HCR renforcera encore son engagement aux côtés des pays d'accueil, de l'ASEAN, d'autres acteurs régionaux, et de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Myanmar afin d'aider à trouver des solutions durables.

Le Bangladesh a continué à offrir un sanctuaire à quelque 929 600 Rohingya. En 2022, le plan de réponse conjoint d'un montant de 881 millions de dollars E.-U. était financé à 51 %. L'apport d'un soutien vigoureux et durable pour les Rohingya via le plan de réponse conjoint 2023 sera essentiel pour développer la résilience des réfugiés, améliorer l'environnement de protection et empêcher les mouvements secondaires périlleux. Grâce aux efforts visant à développer la résilience des réfugiés au Bangladesh, quelque 256 000 élèves réfugiés ont pu

intégrer le programme d'enseignement primaire du Myanmar, et 36 000 autres devraient faire de même d'ici juillet 2023, ce qui renforcera encore les perspectives d'un retour volontaire durable au Myanmar lorsque les conditions le permettront. Le développement des capacités et les activités axées sur les moyens d'existence sont également renforcés. Avec ses partenaires, le HCR continue à plaider pour des alternatives à la détention et une plus grande autonomie pour les Rohingyas en Inde et en Malaisie par des initiatives fondées sur la communauté.

En outre, le HCR, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Programme alimentaire mondial aideront les autorités nationales et les partenaires à répondre aux besoins humanitaires des réfugiés relocalisés à Bhasan Char, et plaideront pour des relocalisations volontaires et tenant compte des questions de protection. De plus, une approche durable sera encouragée sur l'île.

B. Progrès et défis par domaine d'impact en 2022 et plans actualisés pour 2023

Accès à la protection et à l'asile

Les principaux obstacles à l'accès à la protection et à l'asile dans la région, notamment les restrictions de mouvement, la fermeture des frontières et l'absence de systèmes d'asile nationaux, ont été à l'origine de cas de refoulement, de déportation, d'arrestation et de détention, y compris de personnes d'Afghanistan et du Myanmar pour lesquelles les conseils de non-retour du HCR restent en vigueur. Le HCR a continué à plaider pour des alternatives à la détention et le respect du principe de non-refoulement.

Le HCR a également aidé les pays à développer et à améliorer des systèmes d'asile dans le respect des normes internationales. Conformément à son Mémoire de coopération avec le Japon de juillet 2021, le HCR a travaillé avec les autorités à renforcer la qualité et l'efficacité de la procédure de détermination du statut de réfugié du Japon et a organisé le cinquième Dialogue sur la protection à Tokyo en décembre 2022. En Thaïlande, le HCR a continué à aider les autorités à élaborer un mécanisme national de filtrage à la suite de l'approbation par le cabinet des projets de critères pour le mécanisme en octobre 2022. Aux Philippines, le HCR a fourni une assistance technique sur le renforcement de l'Unité de protection des réfugiés et des apatrides, et des procédures de détermination du statut de réfugié et de l'apatridie.

L'enregistrement et l'octroi de documents ont été des outils de protection importants employés par le HCR afin de promouvoir l'inclusion et les solutions pour les personnes ayant obtenu l'accès au territoire. En 2022, plusieurs pays ont levé les restrictions liées à la maladie à coronavirus (COVID-19), ce qui a abouti à une nette amélioration de l'accès des réfugiés et des demandeurs d'asile à l'enregistrement. L'enregistrement dans la région a doublé au cours du troisième trimestre 2022 par rapport au premier trimestre 2022, et a atteint ses chiffres trimestriels les plus élevés de ces trois dernières années. Les chiffres de l'enregistrement ont notamment augmenté grâce à la reprise de l'enregistrement des naissances au Bangladesh et à l'enregistrement des demandeurs d'asile afghans en vue de leur réinstallation et de la recherche d'une solution dans les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan.

La lutte contre les violences liées au genre et la protection de l'enfant restent une priorité pour le HCR. Au Bangladesh, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande, des dialogues ont été mis en place avec les membres de la communauté, y compris avec les hommes et les garçons, pour changer les comportements et promouvoir la non-violence et le respect à l'égard des femmes et des filles. La collaboration avec un réseau régional de femmes facilite le dialogue entre le HCR et les femmes réfugiées sur la violence liée au genre et le mariage des enfants, grave problème dans la région. Le bureau du HCR au Bangladesh et en Indonésie a renforcé la prévention et la gestion des cas de mariage des enfants par la formation de travailleurs sociaux, et de nouvelles interventions visent à renforcer la capacité opérationnelle à lutter contre cette pratique. En 2023, l'acquisition des compétences de la vie courante pour les adolescentes et l'apport d'un soutien psychosocial pour les enfants sont d'autres domaines d'engagement majeurs.

Étendre les solutions pour les situations prolongées

S'appuyant sur la nette amélioration des possibilités de réinstallation et de voies complémentaires en 2022, le HCR étendra encore les solutions dans des pays tiers à partir de pays d'accueil en Asie, prévoyant de soumettre plus de 35 000 dossiers en 2023, dont une grande partie de réfugiés d'Afghanistan et du Myanmar. L'Organisation s'appuiera aussi sur les voies complémentaires existantes, notamment par des partenariats suivis sur la mobilité de main-d'œuvre, la coopération en matière de regroupement familial et les nouvelles possibilités dans le domaine de l'éducation.

Le HCR a continué à lutter contre les obstacles au rapatriement volontaire par des programmes intégrés dans les zones de retour. L'instabilité en Afghanistan et au Myanmar a empêché les retours volontaires de grande ampleur, mais le HCR fera en sorte que les réfugiés afghans qui rentrent de leur plein gré bénéficient d'une assistance adaptée pour leur réintégration. Les efforts visant à promouvoir les solutions pour 93 000 réfugiés sri lankais vivant dans une situation prolongée en Inde se sont intensifiés, des actions de plaidoyer se poursuivant sur les moyens d'obtenir l'intégration locale pour les réfugiés qui souhaitent s'intégrer et un renforcement de l'aide à la réintégration pour ceux qui choisissent de retourner au Sri Lanka au cours de l'année 2023.

Réunissant l'expertise unique et les avantages comparatifs des deux organisations, un Pôle d'analyse stratégique du HCR et de la Banque mondiale a été lancé en 2022, afin d'évaluer les problèmes et les opportunités liés au déplacement forcé en Afghanistan et au-delà. Cette initiative vise à mieux définir les solutions durables dans la sous-région.

Protection et solutions pour les déplacés internes

En Afghanistan, le HCR a continué à travailler avec les partenaires et humanitaires et du développement à la recherche de solutions au déplacement interne, conformément aux engagements énoncés dans le Programme d'action sur les déplacements internes du Secrétaire général des Nations Unies. Pour harmoniser les données sur les déplacés internes et les déplacés internes de retour, le HCR a travaillé avec l'Organisation internationale pour les migrations afin de mettre en œuvre les Recommandations internationales sur les statistiques relatives aux déplacés internes. Les discussions se poursuivent avec les autorités de facto en vue de la levée de l'interdiction pour le personnel féminin de travailler pour des organisations non gouvernementales. Une collecte de données et l'élaboration d'un indicateur communs, standardisés et coordonnés restent un objectif en Afghanistan afin de promouvoir une approche intégrée, axée sur les solutions.

Au Myanmar, le HCR continuera à soutenir les solutions lorsque cela sera possible. Une aide pour l'obtention d'un abri et d'un moyen d'existence est fournie pour les déplacés internes qui prévoient de quitter les sites de déplacement. Sous la direction du Coordonnateur résident des Nations Unies, le HCR continuera à promouvoir les normes de protection en cas de retours prématurés et de relocalisation dans les contextes de fermeture de camps et pour la recherche de solutions. Aux Philippines, le HCR aidera les autorités locales et nationales dans leur réponse au déplacement interne en fournissant une expertise technique sur les lois, les politiques et le renforcement des capacités. L'Organisation encouragera aussi l'élaboration de programmes sur tout le spectre humanitaire, du développement et de la paix, ainsi qu'une approche intégrant l'ensemble de la société afin d'aider à trouver des solutions dès le début d'une situation de déplacement. Les efforts se poursuivront pour obtenir l'adoption d'une législation nationale sur le déplacement interne afin de soutenir davantage encore la mise en place d'un cadre pour les solutions.

Éradication de l'apatridie

Si la situation est restée largement inchangée pour la plupart des populations apatrides de la région, des avancées notables ont été obtenues, notamment dans la résolution de cas d'apatridie individuels dans tous les pays d'Asie centrale. Les Philippines ont elles aussi réduit le risque d'apatridie en progressant vers l'enregistrement universel des naissances, permettant aux enfants de la communauté Sama Bajau et aux enfants déplacés d'être enregistrés.

Un réseau national sur l'apatridie composé de 18 organisations de la société civile a été lancé aux Philippines en 2022, en vue d'éradiquer l'apatridie dans le pays d'ici à 2024. De plus, des actions de renforcement des capacités, des actions médiatiques et des événements visant à renforcer la coordination du HCR avec les agences gouvernementales et les institutions des Nations Unies ont été organisés dans une douzaine de pays de la région pour promouvoir les lois, les politiques et les pratiques qui contribuent à réduire le risque d'apatridie.

Dans le cadre du groupe directeur régional de la CESAP sur l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil, le HCR a aidé à élaborer les réseaux sous régionaux des registres civils, dont un réseau du sud-est asiatique devant être lancé en février 2023. Assurer l'enregistrement universel des faits d'état civil pour prévenir l'apatridie restera une priorité régionale.

En novembre 2022, *Nationality for All*, mouvement régional visant à lutter contre l'apatridie, a organisé la première réunion en personne du réseau régional de la société civile sur l'apatridie, donnant aux personnes ayant vécu une situation d'apatridie l'occasion de s'exprimer véritablement. En 2023, le HCR encouragera le réseau à élargir sa couverture géographique et à renforcer sa coordination avec le Réseau d'Asie centrale sur l'apatridie.

C. Information financière

En octobre 2022, le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a approuvé le budget annuel 2023 de 944,7 millions de dollars E.-U. pour la région Asie et Pacifique. Le budget annuel de la région pour 2023 a ensuite augmenté de 55,8 millions de dollars E.-U. pour atteindre 1 milliard de dollars E.-U. à cause de la réponse aux inondations au Pakistan. Le programme en faveur des réfugiés représente 74 % des besoins de financement pour la région. Toutes les opérations de pays du HCR en Asie et dans le Pacifique sont désormais passées à une planification pluriannuelle. Au 31 janvier, les besoins opérationnels pour l'Asie et le Pacifique étaient financés à hauteur d'environ 18 %, avec 176,9 millions de dollars E.-U. de contributions volontaires, y compris l'allocation indicative liée au financement souple.